

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—E.—U., \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner
au moins quinze jours d'avis.

Vol. XIII.

No. 30.

Prix du numéro : 7 centins.—Annonces, la ligne : 10 centins
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou
par un bon sur la poste.

JEUDI, 27 JUILLET 1882

AVIS

L'administration de *L'Opinion Publique* fait appel aux abonnés retardataires et les prie de payer ce qu'ils doivent dans le plus bref délai. Elle regretterait d'user de sévérité à l'égard de ceux qui ne répondraient pas à cet appel. Les améliorations qui ont été faites à ce journal ont demandé et demandent tous les jours beaucoup de dépenses. Les abonnés en tiendront compte à l'Administration, elle ose l'espérer.

L'Opinion Publique est une publication nationale qui mérite d'être encouragée. Ses nouveaux propriétaires feront tous les efforts possibles pour répondre au désir de tous ceux qui leur donneront leur patronage. Rien n'est changé quant aux conditions d'abonnement : Pour le Canada, \$3.00 par an ; pour les Etats-Unis, \$3.50.

S'adresser à la CIE LITHOGRAPHIQUE BURLAND, Bureaux de *L'Opinion Publique*, 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

OÙ VONT-ILS ?

La pauvre Europe, qui est bouleversée plus souvent qu'à son tour, semble encore à la veille d'un de ces remaniements de sa carte qui se font au prix de tant de sacrifices ! Tout semble dans l'indécision et en suspens ; les gouvernements s'observent, se guettent, chacun cherchant à démêler les intentions du voisin pour savoir quel parti prendre soi-même. On se demande si l'ami de la veille ne sera pas l'ennemi du lendemain, et les peuples attendent, anxieux, ce qu'il plaira aux gouvernants de décréter pour leur bonheur ou leur malheur, plutôt pour ceci que pour cela. Ils sont certains de faire les frais de tout ce qui sera cassé. Hélas ! c'est la vieille histoire :

Quidquid delirant reges, plectuntur Achivi !

C'est l'Égypte qui a jeté le brandon de discorde ; c'est ce pays, qui ne pourrait pas tenir deux jours devant les forces de la plus faible puissance européenne, qui a jeté le gant à la France et à l'Angleterre. Il est évident que le monde ne voit là qu'une partie des acteurs en scène. Derrière Arabi-Pacha se trouve un pouvoir occulte qu'on soupçonne bien, mais qu'on ne veut pas ou qu'on n'ose pas encore dénoncer.

La France et l'Angleterre, qui ont des intérêts identiques en Égypte, car on sait qu'ils ont prêté des sommes colossales à ce pays, et que pour assurer le paiement des intérêts de cette dette, le gouvernement égyptien avait consenti à abandonner le contrôle des finances égyptiennes à deux hauts fonctionnaires, l'un nommé par le gouvernement français, et l'autre par la reine d'Angleterre. C'est ce qui donnait à ces deux pays une influence prépondérante en Égypte, et c'est ce qui a autorisé l'Angleterre à intervenir militairement à Alexandrie pour sauver la fortune des porteurs des valeurs égyptiennes. On comprend que les deux gouvernements aient fait des efforts pour s'entendre de ce côté. M. Gambetta a commencé, lors des premières rumeurs d'agitation en Égypte, des négociations avec Lord Granville. Il s'agissait d'une ligne d'action commune. Lord Granville, d'après le livre bleu anglais, a fort mal mené M. Gambetta, repoussant presque toutes ses propositions, tant et si bien que le chef du grand ministère ne savait plus quel parti prendre. Depuis la publication des pièces diplomatiques du livre bleu, on incline à croire en France que M. Gambetta s'est fait battre à dessein sur la question du scrutin de liste, pour masquer sa défaite comme diplomate et aussi pour n'avoir pas à trancher une question qui ennuie si fort son successeur !

* * *

M. Gambetta, l'ami de M. de Freycinet ! O l'amitié en politique, quelle chose fragile ! Qu'elle vient loin

après l'ambition et les intérêts ! Il y a quelques jours, M. Gladstone déclarait en pleine Chambre des Communes, que depuis la guerre de Crimée, la France et l'Angleterre n'avaient jamais été aussi unis qu'aujourd'hui. Il a suffi du bombardement d'Alexandrie, auquel M. de Freycinet a refusé de prendre part, pour porter une grave atteinte à l'entente cordiale. A Londres, on taxe les Français de pusillanimité, et à Paris on rit de ce que l'on appelle la position ridicule des Anglais qui n'ont pu mettre la main sur l'auteur de tout l'embarras et en sont pour leur frais de poudre brûlée. N'est-ce pas encore un de ces coups inattendus de la politique que cette attitude respectueuse des deux puissances ? Il y a quatre mois, la France voulait intervenir et l'Angleterre refusait. Aujourd'hui la furie française s'est changée en flegme britannique et *vice versa*. Comment s'y reconnaître avec ces changements à vue. Comment, en se fiant sur cette maxime que l'histoire se répète, pronostiquer ce qui arrivera demain en Europe ?

* * *

Un homme, mais un seul paraît percer ces nuages qu'il a peut-être amassés lui-même : c'est M. de Bismark. Toute l'Europe est persuadée qu'il tient entre ses mains de fer tous les fils de la politique européenne. Dans tous les cas, ses amis sont heureux et ses ennemis tremblent et à bon droit. On lui prête un projet, peut-être auquel il n'a jamais songé, mais qui ne manque pas d'originalité. Ce qui est vrai, c'est qu'il a isolé la France en Europe ; ce qui est vrai, c'est qu'il l'a encouragée à entreprendre cette fatale campagne de Tunisie qui l'a bruyée à mort avec l'Italie et soulevé tout le nord de l'Afrique contre son influence ; ce qui est encore vrai, c'est qu'il s'est assuré l'alliance de l'Autriche en lui permettant de s'agrandir en Orient. Quant à son grand projet, voici en quoi il consisterait. Tout puissant à Constantinople, écouté du Sultan qui rêve lui-même la réunion sous son sceptre de toutes les forces musulmanes, il lui a persuadé que la fin de son règne en Europe n'est plus qu'une question de temps et que l'heure approche où il faudra faire le partage de la succession de "l'homme malade." Le Sultan, qu'on dit très intelligent, sait bien que ce sont les divisions des états européens qui lui permettent d'exister sur les rives nord du Bosphore ; que si la Russie était certaine de la neutralité du reste de l'Europe, l'empire turque serait refoulée en Asie. Or, Bismark aurait persuadé "aux barbares campés" en Europe de transporter le siège de l'empire des Califes au Caire et de s'y établir fortement, en ralliant autour du croissant tous les fidèles du prophète. Bismark donnerait à l'Autriche Constantinople et toute la Turquie d'Europe, et en échange de ce cadeau prendrait les provinces allemandes enclavées dans les domaines des Habsbourg. Appuyée par l'Italie et l'Autriche, l'Allemagne serait assez forte pour résister à la Russie à laquelle cet arrangement ne conviendrait guère pas plus qu'à la France, que l'Italie tient en échec en Europe pendant que les Arabes l'occupent en Afrique. Quant à l'Angleterre, on pense à Berlin que l'Irlande l'occupe assez pour l'empêcher de prendre part sérieusement à une guerre européenne. Voilà les idées que l'on prête au chancelier qui, à l'heure présente, fait la pluie et le beau temps à Constantinople, à Vienne et à Rome. Il n'en est pas moins curieux de le voir traiter si généreusement l'Autriche qu'il écrasait et dépouillait en 1867. C'est son ami du jour, ou plutôt c'est son instrument, car en politique on n'a pas d'amis, mais seulement des instruments.

A. D. DECELLES.

TROP D'AVOCATS

A la réunion du bureau des avocats qui a eu lieu dernièrement aux Trois-Rivières, vingt-sept étudiants en droit ont obtenu le privilège de plaider dans nos cours de justice. A six mois d'ici, nous aurons à noter un fait semblable ; total, environ soixante avocats pour l'année 1882. N'est-ce pas là quelque chose d'alarmant ? Ces nouveaux venus ne sont-ils pas trop nombreux pour combler les vides que la mort, les nomina-

tions de juges font dans le barreau ? N'est-il pas bien constaté que depuis quatre ou cinq ans le nombre des procès a considérablement diminué ?

Où vont donc alors tous ces jeunes gens qui ont consacré dix ou douze des plus belles années de leur vie à l'étude ? Où ils vont ? Ce n'est pas difficile à dire. Deux ou trois, sur cinquante, arriveront à un succès certain, une douzaine à des clientèles d'un rapport douteux, les autres végéteront au palais ou finiront, lassés et dégoûtés, par chercher des moyens d'existence dans une vie nouvelle. Que de temps perdu, que de talent—éteint faute de travail—qui aurait pu s'employer si utilement pour ces malheureux et pour le pays ! On dit, il est vrai, qu'une fois avocat on arrive à tout ; oui, et surtout à la médiocrité non dorée et à la misère.

Est-ce à dire que nous blâmons ces jeunes gens ? Nullement. Ils sont victimes d'un système qui semble devoir résister à tout. Du moment où il est entendu dans le pays qu'on ne doit passer au collège que pour devenir avocat, notaire ou médecin, lorsque l'on n'embrasse pas l'état ecclésiastique ; que l'instruction collégiale ne peut servir à d'autres carrières, il faut se résigner à laisser le mal se perpétuer et surtout s'aggraver.

Mais puisque nous voulons avoir des avocats à foison, il faut, pour rester dans cet ordre d'idées, que nous trouvions partout matière à procès. En braves Normands que nous sommes, cultivons donc la chicane ; que les notaires rédigent des actes qui soient des nids à procès ; bâtissons de travers force murs mitoyens ; qu'au bout de chaque propriété pousse une action en bornage, et que les débiteurs fassent des pieds de nez aux créanciers. Nous voulons des avocats, soyons logiques et plaidons ferme. Disons comme la comtesse de Pimbesche à Chicaneau, des *Plaideurs* :

"Mais vivre sans plaider, est-ce contentement ?"

LA RÉVOLUTION EN ITALIE

L'ANTI-RÉVOLUTION EN PHILOSOPHIE

Il m'eût été facile de prolonger cette petite étude sur la philosophie révolutionnaire de l'Italie. Mais, le dirai-je ? autant le respect que je dois aux lecteurs de *L'Opinion Publique* que la crainte de répéter les mêmes insanités matérialistes m'empêchent de mettre sous leurs yeux les blasphèmes d'un Trezza, les charlataneries d'un Siciliani et les sottises de tant d'autres. Au lieu d'aller en avant, j'éprouve le besoin de reculer. Comme le voyageur arrivé sur le bord d'un précipice infranchissable jette instinctivement ses regards en arrière et se demande avec une espèce d'orgueilleuse curiosité comment il se fait qu'il ait passé sans s'y briser le cou sur la crête de monts abrupts ou sur la cime de rochers coupés à pic ; de même, je sens comme un devoir de rechercher la cause qui a sauvé la foi dans ce déluge d'idées fausses sous laquelle l'Italie semble aujourd'hui submergée.

Personne plus que moi n'admire la belle simplicité de la foi italienne. J'aime la lampe qui brûle devant la Madone ; j'aime le sans-gêne avec lequel l'Italien parle aux saints comme à des frères plus heureux que lui ; j'aimerais même, si c'était vrai, l'idée de faire bénir le poignard vengeur, tout en détestant la vengeance. Mais disons-le franchement, le catholique italien n'est point assez instruit. Sauvé de la Réforme par l'Inquisition, préservé en général de l'invasion des idées révolutionnaires du XVII^e siècle par l'action des papes et du clergé, l'Italien s'est endormi tranquille sur le sein de l'Eglise comme un enfant sur le sein de sa mère. Heureux sommeil, s'il eût dû durer toujours ! Mais voilà qu'un jour, sans qu'il s'en doutât nullement, l'enfant s'est trouvé réveillé au bruit d'un concert insolite : les Allemands rêveurs et les Anglais ventrus lui ont dit : Tu dors ; nous, nous jouissons, et il s'est jeté dans leurs rangs, et il a pensé comme eux, et il a joué comme eux. Cruelle situation où l'on échoue presque nécessairement, si l'on n'a d'abord vu de près le rocher et si l'on n'a sondé l'abîme ! Combien d'Italiens se sont laissés prendre aux cris flatteurs de ces Syrénes du Nord ? *Si vis pacem, para bellum* ; si vous voulez la paix, armez en guerre. L'Italie avait trop oublié ce